



N° de commission paritaire : 64942. ISSN 02294-0698

N° 157. 22 et 29 décembre 1986.  
Hebdomadaire. Le numéro : 3,10 F.



## Le compte-rendu du congrès

## de Bourg-en-Bresse

**Et aussi :**

Les trois mauvais projets d'Albin Chalandon • 19 morts dans des incendies criminels à Paris • Guadeloupe : ce que veulent les indépendantistes (une interview de Lucien Perrutin, de l'UPLG).



## • Bourg-en-Bresse, 1986 : le 16<sup>e</sup> congrès du PSU

Le 16<sup>e</sup> congrès du PSU (Bourg-en-Bresse, 12-13-14 décembre 1986) a été un congrès calme, un congrès de travail et de synthèse. Un seul projet de résolution générale, sans contre-projet, a été soumis au vote du congrès et il a obtenu 96,8% des suffrages exprimés. Il n'y a pas eu non plus d'amendements donnant lieu à des divergences de « courants » (bien que sur certains points, comme il est normal, des points de vue divers se soient exprimés au sein de la commission des résolutions).

Une partie importante du congrès a été consacrée à des interventions « extérieures » : invités étrangers, mais aussi militants français proches du PSU à des titres divers. C'était évidemment le signe d'une volonté d'ouverture et de constitution d'un pôle alternatif au-delà du PSU.

Il a été décidé que la Direction politique désignerait une « commission de travail chargée de prendre les contacts nécessaires à la mise en place d'un Comité d'initiative pour l'alternative ».

### La résolution générale

**D**epuis son congrès de Bourges, décembre 1984, le PSU a rompu avec le processus de satellisation autour du PS, ce qui lui a permis de reprendre des initiatives en faveur de convergences alternatives regroupant des militants de différents mouvements et des inorganisés.

Dans trente départements, des collectifs se sont créés avec des résultats divers.

En dépit de l'échec électoral de mars 1986, l'idée alternative progresse en particulier au sein du PCF (renovateurs), d'une partie de l'extrême gauche, des écologistes et de certains courants critiques du PS, parallèlement à un processus de désagrégation des composantes organisées du mouvement populaire (partis, syndicats, associations), ce qui se traduit y compris au PSU par un déclin organisationnel.

Aujourd'hui, face à cette situation, la question se pose clairement : de quelle politique et de quelle organisation avons-nous besoin pour rendre crédible et réalisable l'idée de l'alternative ?

D'une politique de rupture avec le système économique et le pouvoir d'Etat et donc d'une alternative : c'est le sens du projet de société autogestionnaire et écologique.

Plus précisément, c'est le maintien et l'approfondissement des acquis sur la critique de l'organisation et de la finalité du travail, du productivisme, du modèle de développement, sur le refus total du nucléaire civil et militaire, pour une réelle égalité entre hommes et femmes, entre Français et immigrés, sur les droits des minorités, sur le non-alignement et les rapports de solidarité et de coopération avec les peuples du tiers monde.

#### Un contrat de travail pour le PSU

Le PSU, collectif militant issu pour l'essentiel de la phase de politisation des années 60-70, n'a pu s'imposer comme une force déterminante dans le champ politique.

Suite page 8





Il n'en est pas moins une organisation significative de l'espace alternatif par :

- ses interventions spécifiques ;
- son réseau d'élus locaux ;
- son insertion dans la société y compris modestement dans la jeunesse par l'intermédiaire de son secteur jeunes.

Dans les mois qui viennent et dans les cadres unitaires les plus larges possibles, le PSU

- participera activement à la bataille qui s'engage contre la réforme du code de la nationalité ;
- apportera des propositions au large débat qui s'engage sur la formation et l'emploi, en particulier dans la jeunesse ;
- développera son action en faveur de la réduction du temps de travail ;
- prendra sa place : dans le combat anti-nucléaire que, suite à Tchernobyl, l'évolution de l'opinion peut rendre efficace ; dans le renforcement de la solidarité anti-coloniale qu'impose l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie ; dans le mouvement européen pour le désarmement et le non-alignement ;
- favorisera la mise en place et le développement de collectifs locaux alternatifs ;
- ouvrira sa presse aux débats qui s'engagent ou se développent sur l'évolution de la société et les perspectives alternatives ;
- approfondira sa réflexion sur les formes organisationnelles, notamment sur le problème des relations à établir entre majorités et minorités et sur celui des rapports entre mouvement social, organisations politiques et institutions.

Avant la fin de l'année 1987 le PSU tirera le bilan de ce contrat de travail et du niveau de maturation du mouvement.

### Appel de Bourg-en-Bresse

La question d'une nouvelle forme de présence politique active, d'une autre forme d'organisation est aujourd'hui posée.

Plus ouverte, moins partidairer, elle doit permettre le rassemblement de tous ceux, organisés ou isolés, qui aspirent à une autre société.

Le congrès du PSU appelle à la formation d'un large mouvement pour une alternative socialiste autogestionnaire et écologiste, capable à la fois de rassembler tous ceux et

celles qui veulent développer dans l'immédiat des luttes pour l'emploi, les libertés, le désarmement et le respect des équilibres écologiques, et de garder ouverte la perspective d'une transformation fondamentale de la société.

La situation politique actuelle, marquée par la grande victoire de la lutte des étudiants et des lycéens, ainsi que la progression de la dynamique de rassemblement dont témoigne notre congrès lui-même, incitent à mettre rapidement en œuvre cette proposition.

Le congrès appelle à la création le plus tôt possible d'un comité d'initiative composé de représentants d'organisations, d'associations, de personnalités décidées à s'engager dans la construction d'un mouvement.

Ce comité devrait donner la plus large place à l'organisation de débats ouverts aux points de vue des uns et des autres, faire circuler l'information sur les expériences de chacun et s'enrichir d'actions notamment locales.

L'objectif est la création d'une force politique capable de se battre sur tous les terrains y compris institutionnel permettant un nouveau mode de réflexion, d'organisation et d'initiative politique.

Le congrès souhaite que cette initiative soit reprise à | niveaux régionaux et locaux.

Le PSU, engagé collectivement dans ce comité, pourra ainsi décider des rythmes de son dépassement au fur et à mesure de la construction de la force politique nouvelle que nous souhaitons.

### Les votes du congrès

- Le rapport d'activité de la Direction politique sortante a été adopté par 6 175 pour (97,7% des suffrages exprimés), 143 contre, 424 abstentions, 312 refus de prendre part au vote.
- Le rapport de la commission statutaire a été adopté par 6 556 pour, 0 contre, 48 abstentions, 367 refus de prendre part au vote.
- La résolution générale a été adoptée par 6 303 pour (96,8%), 207 contre, 299 abstentions, 198 refus de prendre part au vote.
- Les propositions de la commission financière concernant les cotisations ont été adoptées, à mains levées, à l'unanimité moins 7 contre, 8 abstentions, 2 refus de prendre part au vote.





## Rapport de la commission entreprises : pour une politique alternative de l'emploi

La conjonction des mesures gouvernementales (suppression de l'autorisation administrative de licenciement, exonération de charges sociales pour l'embauche de jeunes) avec la poursuite d'un modèle de production basé sur le libre échange international commence à faire peser tous ses effets sur le niveau d'emploi. En conséquence, la lutte contre le chômage reste au cœur de la problématique alternative. Cette lutte passe à la fois par la réduction massive du temps de travail, qu'aucune force syndicale ou politique traditionnelle ne porte plus, et par l'exploration de voies permettant la création d'emplois socialement utiles (développement des énergies renouvelables, mise en valeur de l'environnement...).

Pour autant, ces solutions alternatives au libéralisme dominant et à la vaste redistribution des cartes qui s'opère à l'échelon planétaire (redistribution qui génère une véritable révolution technologique) ne peuvent devenir crédibles pour une fraction significative de l'opinion en se contentant de raccourcis politiques et de mots d'ordres simplificateurs.

1. La proposition des 35 heures est le résultat d'un cheminement qui n'a pas été fait par une majorité des travailleurs. Elle doit être accompagnée de mesures techniques précises et concrètes qui permettent :

— de limiter les effets d'une concurrence

internationale qui trouve ses fondements dans la surexploitation des peuples du tiers monde : fiscalisation du financement de la protection sociale (impôt sur le revenu pour atteindre les revenus du capital ; impôt sur la valeur ajoutée favorisant les industries de main-d'œuvre et jouant un rôle dissuasif par rapport aux importations) ;

— d'avancer, dans l'hexagone, vers un réel partage des revenus : surcotisation des retraités travaillant, suppression des heures supplémentaires.

2. La recherche d'emplois socialement utiles pose directement la question de la sortie du système du marché : en effet bon nombre de ces emplois ne peuvent intégralement être financés par la voie d'une demande solvable. Dans ce contexte, la diminution des impôts est une mesure démagogique qui bénéficie d'abord aux couches supérieures de la société.

3. Le mode de ségrégation des classes sociales aujourd'hui tourne autour de la notion de « compétence » : il y a ceux qui ont les compétences nécessaires pour accéder à la révolution technologique et prétendre à s'insérer dans la société et ceux qui ne les ont pas et qui sont exclus. Le droit à la formation pour chacun, quel que soit son âge ou son niveau de formation initiale, est un élément indissociable de la réduction du temps de travail dans la lutte pour le plein emploi.

## Rapport de la commission agricole et rurale

### Libéralisme... Libéralisme...

En agriculture aussi, au niveau des exploitations agricoles et des industries agro-alimentaires d'amont et d'aval, le libéralisme économique actuel accélère les restructurations.

Les excédents européens de lait, viande et céréales d'une part, la concurrence internationale sur les marchés agricoles, entre la CEE et les USA principalement, sont utilisés par les tenants du discours libéral pour faire accepter, comme nécessaires, à la fois une hausse des prix agricoles et une élimination plus rapide des paysans. Ce discours pénètre aussi à gauche.

Le PSU a toujours dit qu'une autre politique était et reste possible : c'est, en agriculture comme ailleurs, le partage du travail,

le partage des productions. Répartir les productions pour maintenir les emplois, maintenir un tissu social dans les communes rurales, éviter la désertification de certaines régions et au contraire les concentrations dans d'autres avec des problèmes de pollution, réinventer des systèmes de productions agricoles plus autonomes, plus économes, moins vulnérables économiquement. Etre capable en Europe de nourrir notre bétail sans avoir recours massivement aux importations dans le tiers monde, afin de permettre à ces pays de produire d'abord pour leurs propres besoins.

### Sectarisme... Sectarisme...

François Guillaume, ministre de l'Agriculture du gouvernement Chirac, ex-président de la FNSEA, refuse de reconnaître les

autres syndicats agricoles (FNSP, CNSTP, MODEF, FFA), et finance scandalement et exclusivement les siens : FNSEA, CNJA. Le syndicat unique, ce serait bien en France et... mauvais en Pologne. La bataille pour le pluralisme syndical des paysans doit rejoindre toutes les autres batailles pour la défense des libertés.

### Convergences... Convergences...

Les difficultés que rencontrent aujourd'hui les militants progressistes à la campagne ne sont pas étrangères à la naissance de la dynamique actuelle de convergence : un appel vient d'être lancé pour la tenue d'assises paysannes qui vont se préparer en janvier-février dans les départements pour aboutir à des assises nationales qui devraient donner naissance à une nouvelle confédération syndicale regroupant FNSP, CNSTP et divers autres syndicats cantonaux ou unions départementales.

Le PSU avait appelé à une telle convergence (voir *Germinal* n° 38-39, 1985).

• PETITE ANNONCE : Cherchons candidat pour assurer à Paris ou en province les tâches administratives qu'impliquent la gestion et la diffusion de *Germinal*.

## Motion de soutien aux « gueules rouges »

Le PSU réuni en congrès à Bourg-en-Bresse les 12, 13 et 14 décembre 1986, apporte son complet soutien aux mineurs de bauxite varois en grève illimitée depuis le 5 décembre 1986.

Il s'élève contre la fermeture des mines de bauxite du bassin de Brignoles par Péchiney. Fermeture qui aura pour conséquence directe la mise au chômage de 500 mineurs, de 150 conducteurs P.L., de 450 ouvriers des usines de la Barasse et d'une trentaine d'administratifs, dans une région déjà dépourvue d'emplois, notamment après le dépôt de bilan de la Normed (navale), sans parler des conséquences socio-économiques pour toute la région.

Le PSU dénonce avec vigueur le gaspillage humain et financier décidé sans consultation ni négociation par la direction de Péchiney passant outre son engagement de plan de 20 ans signé en 1973.

• Adopté à l'unanimité.

## Les interventions extérieures

Le vendredi soir, pendant trois heures, une table ronde a été consacrée au récent mouvement des jeunes. Elle a réuni des représentants de la coordination étudiante, des syndicats étudiants PSA, UNEF-ID, UNEF-SE, du MRJC, de la JOC-JOCF.

Un certain nombre de représentants de mouvements et partis étrangers sont intervenus devant le congrès : Daoud Salem, représentant en France du Front Polisario ; Ali Amar, membre du comité central du FLN algérien ; Joseph Balima, du Parti africain de l'indépendance (Burkina-Fasso) ; Laurent Gbagbo, du Front populaire ivoirien ; Alain Piermont, des « Grünen » allemands ; Wilbert Dekker, du Parti socialiste pacifiste hollandais ; ainsi que Rudi Jouyet, représentant de l'UPLG (Guadeloupe), et Mohammed Ahmed, du Front démocratique des Comores. Des messages de Luciana Castellina (député européen, membre du Parti communiste italien), du bureau de l'OLP à Paris, du Parti socialiste progressiste du Liban ont été lus à la tribune. Nous publierons dans notre prochain numéro des extraits de ces interventions et messages. Le congrès a également reçu les salutations du Parti communiste espagnol (eurocommuniste), de l'ambassade du Nicaragua, de la représentation en France du FLNKS.

Parmi les intervenants français, citons Camille Granot qui représentait le PAC, Francis Sittel au nom de la LCR, Serge Perrin pour le MAN, Philippe Navarro pour le MRJC (qui réaffirma le choix de son mouvement pour un socialisme autogestionnaire bien qu'en tant que mouvement de jeunesse catholique il ne puisse évidemment pas s'engager dans un processus directement politique), un représentant de la FGA, Jean Chesneaux, Alain Lipietz, Georges Labica, le pasteur René Cruse (militant pacifiste, vivant maintenant à Genève et qui rappela qu'il était disponible pour des interventions sur les problèmes de la paix et du nucléaire)...

Nous publions ici les messages reçus de Didier Anger (ancien porte-parole des Verts), d'Alain Amicable (membre du PCF où il se situe comme « rénovateur »), ainsi que des extraits du message du mouvement IDS (Information pour les droits du soldat).

### Le message d'IDS (Information pour les droits du soldat)

La vague libérale vient, avec le mouvement des jeunes de ces dernières semaines, de rencontrer sa première opposition de masse...

La réforme du code de la nationalité, contre laquelle une mobilisation de masse se préparait, mais aussi une réforme du service national ne seront présentées devant le parlement qu'au printemps prochain au plus tôt.

La dernière réforme du service national date de 1983 et était l'œuvre de M. Henu.

IDS avait à l'époque estimé que loin de répondre aux problèmes des soldats et de la conscription cette réforme renforçait l'inégalité devant le service militaire (réforme pour les jeunes patrons indispensables à leur entreprise par exemple) et avec la création des « volontaires service long » (VSL) accentuait la professionnalisation.

Les quelques éléments connus du projet Giraud laissent penser que c'est dans cette direction que s'oriente le ministère. Derrière l'expression rabâchée et mystificatrice de « service à la carte », c'est en fait la professionnalisation qui se dessine. Quant à la « rigueur égalitaire » à l'incorporation, elle servira en premier lieu à faire baisser le nombre de jeunes chômeurs avant l'échéance de 88.

L'armée française est, comme les armées grecque et espagnole, à la traîne de l'Europe. Alors que cette année le Syndicat du soldat hollandais fête son 20<sup>e</sup> anniversaire, les droits et les libertés élémentaires sont quotidiennement bafoués dans les casernes françaises.

Le récent mouvement de la jeunesse, porteur des valeurs d'égalité et de justice, sera probablement amené dans les années qui viennent à s'opposer à ce monde du non-droit qu'est l'institution militaire.

La situation actuelle de la gauche sur la question militaire, son acceptation sans nuance du nucléaire, son ralliement aux valeurs militaristes les plus conservatrices rendent impérativement nécessaire l'émergence d'une alternative sur les problèmes de défense.

Dans ce domaine les acquis du PSU sont importants, c'est pourquoi nous prendrons connaissance avec intérêt des travaux de votre congrès.

Information pour  
les droits du soldat (IDS)

### Le message de Didier Anger

Invité trop tardivement à votre congrès, prévu pour intervenir à un meeting contre le nucléaire à Paimpol, je ne peux être parmi vous. J'aurais aimé vous dire ceci :

Tchernobyl et Bâle sont venus rappeler l'importance des alarmes lancées par les anti-nucléaires et les défenseurs de l'environnement.

Au-delà de sa victoire sur ses objectifs limités, le mouvement étudiant et lycéen ouvre une brèche dans une société qui paraissait jusqu'à maintenant bloquée ; l'esprit de groupe et de groupuscule a été dépassé, le fétichisme d'organisation n'est plus de mise.

Le mouvement social renaît.

Ceux qui conçoivent l'écologie comme la seule défense de l'environnement doivent appréhender cette réalité, et les partisans de l'ouverture au sein des « Verts », battus à leur dernier congrès de novembre, s'en trouvent confortés dans leurs analyses. Les faits

